

Mende, le 12 novembre 2015

Volet emplois du PLF 2016

8 emplois détruits en Lozère

pour un emploi créé

Notre bureau national nous a transmis les documents de travail du Comité Technique de Réseau (CTR) qui doit se tenir le 18 novembre prochain.

Les fiches n°1 à 4 détaillent la répartition des 2130 emplois supprimés à la DGFIP en 2016.

Pour la Lozère, il s'agit de :

- 1 emploi d'Administrateur des Finances Publiques Adjoint (AFIPA) ;
- 3 emplois de catégorie A ;
- 3 emplois de catégorie B ;
- 1 emploi de catégorie C.

Ce funeste bilan est « allégé » par la création d'un poste d'Inspecteur Divisionnaire de Classe Normale (IdivCN) qui porte l'addition nette à « -7 emplois ».

Évidemment, la direction nous rétorquera que ça aurait pu être pire, que nous aurions pu avoir à en supprimer 9, mais pour les agents, ce ne saurait être une « consolation » car les charges vont encore augmenter et les conditions de travail vont encore se dégrader, et tout ça sans le moindre signe d'un début de reconnaissance.

Qu'en est-il ailleurs ?

Dans la région Languedoc-Roussillon, l'Aude subit 14 suppressions, le Gard 17, l'Hérault 38 (dont une partie au bénéfice de Toulouse...) et les P-O 18.

D'autres directions subissent des ponctions vaguement comparables à la nôtre :

- les Alpes de Haute-Provence, avec 8 suppressions ;
- les Hautes-Alpes avec 9 suppressions ;
- l'Ariège, avec 7 suppressions ;
- le Cantal, avec 5 suppressions (???) ;
- la Corse du Sud, 8 suppressions ;
- la Haute-Corse, 7 suppressions ;
- la Haute-Loire, le Lot, la Mayenne et les Deux-Sèvres, 9 suppressions ;
- etc.

Mais quelles qu'en soient les explications, le sentiment qui nous anime, c'est que **notre direction paie à nouveau un bien trop lourd tribut**, qu'on continue de nous affaiblir pour mieux justifier notre démantèlement à moyen terme.

Nous devons nous mobiliser pour exprimer notre mécontentement face à cette nouvelle attaque. La grève du 18 novembre prochain en est un moyen mais d'autres actions devront être menées afin d'exiger l'arrêt des suppressions d'emplois, la réduction des moyens, l'effondrement de notre pouvoir d'achat et les attaques contre nos garanties de gestion.